



NOTE D'INFORMATION

GÉNÉRATION RÉSILIENTE : SOUTENIR LES PERSPECTIVES DE TRAVAIL DÉCENT POUR LES JEUNES DANS LES ZONES ARIDES D'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OUEST

Mairi Dupar et Emma Lovell

Messages clés

- Les jeunes sont largement majoritaires au sein des populations des pays est et ouest-africains. Bien que cela offre une aubaine pour les marchés du travail, il présente également des défis pour les gouvernements et les agences de développement désireux de fournir aux jeunes des opportunités génératrices de revenus décentes et sérieuses.
- Il existe un potentiel considérable d'investissement dans des avenir durables et résilients face au changement climatique dans les économies et les environnements des zones arides.
- Pour assurer l'efficacité des investissements, et pour pouvoir récolter les fruits économiques et environnementaux à l'échelle locale et régionale, il faudra établir un dialogue beaucoup plus large et ouvert avec les jeunes dans toute leur diversité : femmes, hommes, et ceux présentant différents handicaps et aptitudes, entre autres traits. Plus précisément, il y a des besoins importants et non satisfaits (et des occasions) d'investissement dans une éducation, des formations professionnelles et techniques, et des transitions vers un travail décent pour les jeunes des zones arides qui soient intelligentes face au changement climatique et plus pertinentes à l'échelle locale. Cela concerne tout particulièrement les jeunes issus de communautés pastorales, dont l'accès aux services d'éducation et de formation a été très insuffisant jusqu'ici.
- Les agences de développement et les autres acteurs travaillant dans les zones arides devraient chercher intentionnellement à consulter, établir des partenariats avec, et soutenir le leadership et le libre arbitre décisionnel des jeunes, en particulier ceux issus de milieux pastoraux.



Introduction

La population des régions de l'est et de l'ouest de l'Afrique est jeune – les personnes de moins de 20 ans représentent plus de la moitié de la population pour la plupart des pays (Banque mondiale, non daté). Cela devrait être une aubaine pour les marchés du travail mais, pour les gouvernements et les agences de développement désireux de proposer aux jeunes des opportunités rémunératrices décentes et sérieuses, il s'agit aussi d'un défi. Les zones rurales, pour la plupart arides et semi-arides, de ces régions sont certainement confrontées à cette problématique.

Les zones arides ont été définies comme des zones caractérisées par une importante variabilité climatique, des sols peu fertiles, des populations clairsemées et mobiles, des géographies éloignées des infrastructures de développement et mal desservies par ces dernières, des institutions et un capital humain faibles, des connaissances traditionnelles et locales riches, et une grande diversité ethnique et culturelle (Reynolds et al., 2007 ; Stafford Smith, 2008 ; Jobbins et al., 2016). Ces facteurs étroitement liés peuvent donner lieu à des défis à relever dans le cadre de la prestation des services, à un accès insuffisant aux marchés, à une productivité faible et à un retard sur le plan du développement humain (Reynolds et al., 2007 ; Jobbins et al., 2016). Le changement climatique et les autres chocs, y compris les conflits, continuent de créer des risques nouveaux et émergents pour les moyens de subsistance en milieu rural et pour les occasions qu'ont les jeunes d'accéder à un travail décent et résilient face au changement climatique (Wiggins et al., 2021 ; Levine et al., 2021 ; Gony et al., 2021).

Cependant, les régions arides offrent des opportunités économiques qui se fondent sur les points forts de l'agriculture et du pastoralisme, notamment grâce à la diversification des moyens de subsistance. Il s'agit entre autres du tourisme, des industries des services et de transformation, de la production d'énergies renouvelables (y compris solaire, géothermique et éolienne), et des technologies nouvelles et vertes (Jobbins et al., 2016 ; PRISE, non daté).

Jusqu'à récemment, il y a eu très peu de politiques et de programmes qui ont ciblé l'éducation, le développement des compétences et le soutien aux jeunes dans les zones arides – et encore moins de manière intelligente face au climat.

Les débats sur les politiques et la conception des programmes ont aussi accordé une attention insuffisante au genre, à l'âge et à la dynamique de la pauvreté, ainsi qu'à d'autres identités sociales présentant des intersections (comme l'appartenance ethnique, la religion, les handicaps/aptitudes et la géographie, etc.) qui influent sur les expériences, idées et aspirations des jeunes. Les normes, rôles et responsabilités traditionnels de genre et sociaux continuent d'influer sur les options de moyens de subsistance et les activités rémunératrices disponibles aux jeunes filles et aux groupes défavorisés, y compris l'accès aux actifs et aux ressources et le contrôle exercé sur eux (Vincent, 2021, à paraître).

Portée de l'étude

La présente note résume les principales conclusions et recommandations de la version intégrale du rapport de recherche intitulé « Resilient Generation: supporting young people's prospects for decent work in the drylands of east and west Africa » (Génération résiliente : soutenir les perspectives de travail décent pour les jeunes dans les zones arides d'Afrique de l'Est et de l'Ouest) (Dupar et al., 2021)

L'étude :

- **examine les facteurs qui influent actuellement sur les moyens de subsistance et les perspectives de travail des jeunes dans les zones arides** et sur leurs parcours comme jeunes adultes. Les « jeunes » étaient définis comme les personnes âgées de 15 à 25 ans et de jusqu'à 35 ans. Il ne s'agit pas seulement de l'accès des jeunes à l'éducation et à la formation et l'orientation professionnelles. Il s'agit aussi du contexte des marchés, des politiques gouvernementales et des priorités d'investissement, ainsi que du contexte des risques multi-alés (y compris la variabilité et le changement climatiques, Covid-19, etc.) qui influent sur les options disponibles aux jeunes, ou ce que Sumberg et Okali (2013) appellent « espaces d'opportunités » pour un travail décent ;
- **examine les opportunités et émet des recommandations encourageant les acteurs externes à travailler avec les jeunes dans les communautés des zones arides afin d'élargir leurs « espaces d'opportunités » en vue de travail décent**, et à le faire de manière entièrement sensible au genre et socialement inclusive à l'égard des jeunes dans toute leur diversité. Il s'agit entre autres de tirer les enseignements de l'expérience des projets existants afin d'éclairer les initiatives de développement dans les zones arides ;
- **se concentre sur les jeunes, et en particulier sur ceux issus de milieux pastoraux**, qui soit sont actifs dans le secteur pastoral soit l'ont abandonné. L'étude adopte une approche largement régionale, mais se concentre en particulier sur les opportunités pour les jeunes en Éthiopie, au Mali, au Nigéria, en Somalie, au Soudan du Sud et au Soudan.

Les recherches ont englobé un examen : i) de la littérature grise et universitaire ; ii) des documents de politiques existants ; iii) des interventions de programme ; iv) des propos de jeunes recueillis dans le cadre de forums régionaux et internationaux ; et v) de 18 entretiens avec des interlocuteurs clés – partenaires de développement et réseaux pastoraux et de jeunes dans la région.

Qu'entend-on par « travail décent » dans les zones arides ?

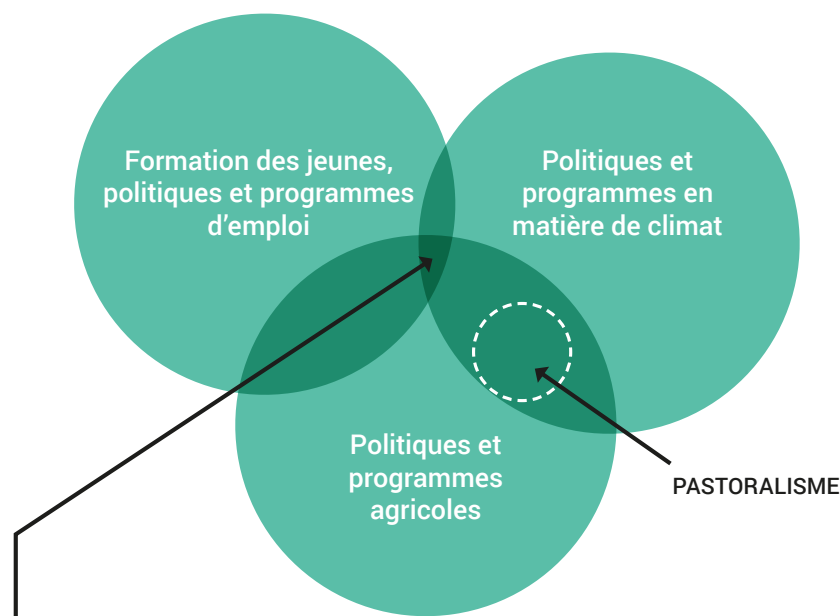
Le plein emploi productif et le travail décent pour tous constituent un élément essentiel des Objectifs de développement durable (ODD). L'Objectif 8, « Travail décent et croissance économique » englobe la Cible 8.5, qui entend parvenir au plein emploi productif, au travail décent et à un salaire égal pour tous, y compris les jeunes. La Cible 8.6 entend « réduire considérablement la proportion de jeunes non scolarisés et sans emploi ni formation » d'ici à 2020 (Nations Unies, 2020).

De nombreuses options de travail permettent à peine aux jeunes de survivre au quotidien (c'est le cas du travail occasionnel, ou de l'agriculture à petite échelle et à faible productivité). Cependant, il existe d'autres options qui permettent d'améliorer les salaires réels et les capacités, en plus de favoriser l'accumulation de capital, ce qui pourrait même contribuer à remédier aux injustices sociales (comme les inégalités de genre) (Sumberg et Okali, 2013). Ce sont ces opportunités que la présente étude désigne comme le travail « décent ». Le travail décent est sûr, rémunéré, apporte un revenu régulier et comporte l'occasion d'acquérir des actifs (ibid.) ; il assure la dignité et ne suppose aucune forme d'exploitation.

Dans le contexte des zones arides, le travail décent doit aussi se définir par sa résilience et son aptitude à s'adapter au changement climatique, et son alignement sur les infrastructures et programmes à faible émission de carbone, comme l'expansion des énergies renouvelables. À cet égard, les zones arides ne sont pas statiques, mais constituent plutôt un paysage en constante évolution de risques et d'opportunités. Les zones arides sont notamment exposées, ce de manière de plus en plus fréquente, à des températures élevées et des précipitations variables, suite au changement climatique (GIEC, 2021 ; Gutierrez et al., 2021). L'Éthiopie, le Mali, le Nigéria, la Somalie, le Soudan du Sud et le Soudan – ainsi que d'autres gouvernements de l'est et de l'ouest de l'Afrique – ont tous ratifié l'Accord de Paris, qui engage les signataires à « [rendre] les flux financiers compatibles avec un profil d'évolution vers un développement à faible émission de gaz à effet de serre et résilient aux changements climatiques » (CCNUCC, 2015 : 3, Article 2.1c).

Les espaces d'opportunités de travail décent pour les jeunes sont aussi influencés par les normes sociales et de genre. Les politiques et les programmes (ainsi que les flux dynamiques et non planifiés de personnes et d'idées au fil du temps) peuvent jouer un rôle au moment d'élargir l'acceptation par les communautés des options de moyens de subsistance et d'activités rémunératrices disponibles aux femmes et aux hommes.

FIGURE 1 : LE LIEN ENTRE LES JEUNES, LE TRAVAIL, LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, L'AGRICULTURE ET LE PASTORALISME



La section d'intersection entre les programmes de création d'emplois et de soutien dans ce domaine (p. ex. formation professionnelle, accès au capital), la résilience climatique/l'économie verte et le ciblage des jeunes (âgés de 15 à 25 ans) est très réduite. La plupart des programmes qui se situent dans cette zone d'intersection, comme le montre la présente étude, ciblent les jeunes des zones urbaines et/ou sont axés sur l'agriculture sédentaire et ses chaînes de valeur agricoles associées. La présence de jeunes originaires de milieux ruraux et arides, y compris ceux issus de communautés pastorales et agropastorales, dans ce paysage déjà réduit, est si minuscule, et ils y sont tellement sous-représentés, qu'elle est pratiquement imperceptible.

Source : Auteurs.



Des habitants d'Orimedu, un village de pêcheurs de l'État Lagos, au Nigéria, vendent du poisson frais. Photo : Arne Hoel/Banque mondiale, CC BY-NC-ND 2.0

Lacunes en matière de politiques et de programmes pour les jeunes dans les zones arides

Le chômage des jeunes est une priorité de politique déclarée pour l'Union africaine dans son ensemble. Il existe un nombre considérable de politiques concernant les services d'emploi pour les jeunes dans les six pays étudiés.

On observe divers degrés d'intégration, dans les pays étudiés, entre les politiques relatives à l'emploi et les ordres du jour relatifs à la résilience climatique et/ou au développement à faible émission de carbone. Les pays les plus peuplés de la région, le Nigéria et l'Éthiopie, ont des politiques cohérentes de croissance verte et/ou d'emplois verts. Le plan national climat mis à jour du Nigéria, la Contribution déterminée au niveau national (CDN ; RFN, 2021), comprend une nouvelle section importante consacrée à l'importance d'investir dans la création d'« emplois verts », et met en relief les besoins et le potentiel des jeunes.

En 2011, l'Éthiopie a établi sa Climate Resilient Green Economy Strategy (Stratégie pour une économie verte résiliente face au changement climatique), qui concerne l'ensemble du gouvernement, et a entrepris un renforcement systématique des mécanismes de gouvernance afin d'intégrer la résilience face au changement climatique dans les politiques et programmes sectoriels (RDPE, 2011 ; 2019 ; 2021). Dans les autres pays étudiés, la création d'emplois (y compris la formation professionnelle des jeunes) est actuellement moins bien intégrée dans les objectifs de durabilité climatique et environnementale.

L'intégration des ordres du jour d'adaptation au changement climatique et de restauration des terres et des impératifs de développement économique constitue une tendance émergente dans les politiques et les programmes régionaux et nationaux, y compris dans les CDN et les Plans nationaux d'adaptation (PNA), même si leur mise en œuvre n'a pas encore été menée à bien (RDPE, 2021 ; GFS, 2015 ; RFN, 2021 ; République du Soudan, 2016 et 2021 ; Soudan du Sud, 2021). Il y a un nombre croissant d'initiatives

de promotion de l'emploi dans ces zones, y compris l'intérêt manifesté par les gouvernements à accélérer la mise en œuvre de l'initiative régionale phare de l'Union africaine, l'Initiative de la Grande muraille verte (GGWI, non daté).

Un nombre exceptionnellement faible de politiques et programmes dans les zones arides ont eu lieu au niveau de l'intersection du travail décent, des jeunes, de la résilience climatique et du pastoralisme (voir la Figure 1). Dans les programmes, de plus en plus nombreux, de création d'emplois et de formation axés sur l'agriculture sédentaire, l'agroforesterie et la foresterie (et la restauration des terres et la gestion intégrée de l'eau associées), **on observe deux tendances : soit un axe marqué autour du climat/de l'environnement, soit un axe portant sur les jeunes. Il est moins fréquent qu'ils incorporent pleinement les deux aspects.** Il est rare que les politiques nationales liées aux jeunes, lorsqu'elles existent, promeuvent des moyens de subsistance résilients face au changement climatique ou tiennent compte des pasteurs.

Fort besoin de données factuelles plus nombreuses et d'un dialogue accru avec les jeunes

Les jeunes originaires de milieux ruraux et de zones arides, en particulier ceux issus de milieux pastoraux, sont sous-représentés dans les processus de formulation de politiques, ce qui fait que leurs besoins, priorités, vulnérabilités et capacités ne sont pas pris en compte dans les processus de prise de décisions.

L'absence générale de données ventilées et intersectionnelles fait que les jeunes issus de milieux pastoraux sont sous-représentés dans les politiques et les programmes. Les jeunes femmes et hommes handicapés faisant partie de communautés pastorales restent pratiquement invisibles. **Cela fait qu'il est impossible de déterminer si les besoins des jeunes sont suffisamment abordés dans le cadre des chemins les menant au travail décent dans les zones arides.**

Les chemins menant au travail décent commencent par une éducation pertinente

Parmi les jeunes issus de milieux pastoraux et agropastoraux, **le niveau d'éducation est susceptible d'être contrecarré par la fiabilité et la qualité insuffisantes des services scolaires.** Certains des pays étudiés ont pris des dispositions concernant des modalités d'enseignement plus compatibles avec les moyens de subsistance pastoraux (p. ex. écoles mobiles et, de plus en plus, adaptation des sessions scolaires aux cycles saisonniers du calendrier pastoral), mais ces initiatives ne sont pas, pour l'instant, largement mises en œuvre. Il est urgent de mieux documenter et diffuser les enseignements tirés des solutions pilotes. Les programmes d'enseignement sont généralement critiqués par les interlocuteurs clés et dans la littérature comme privilégiant le milieu urbain et coupés des priorités rurales (et du pastoralisme, le cas échéant). Les programmes d'enseignement n'intègrent pas suffisamment les contenus portant sur le changement climatique, ni ce qu'il signifie pour les sites ruraux dans lesquels grandissent les jeunes et pour les moyens de subsistance dont ils pourraient au final dépendre.

Les politiques et les programmes de soutien peuvent ouvrir des « espaces d'opportunités »

Au sein de tout groupe de jeunes issus des zones arides, y compris des milieux pastoraux/agropastoraux, il y aura une variété de préférences en matière de travail. Les jeunes issus de milieux pastoraux nous ont dit estimer que leurs choix conventionnels sont : i) continuer d'opter pour des moyens de subsistance traditionnels ; ii) élargir leurs opportunités économiques au sein des chaînes de valeur agropastorales et d'élevage (p. ex. par le biais des micro-entreprises) ; iii) « abandonner le pastoralisme » et chercher d'autres formes de travail rural ; et iv) migrer vers les villes et plus loin encore pour trouver des emplois complètement différents.

Outre ses propres préférences, chaque jeune sera confronté à différentes barrières et opportunités sur le chemin menant à l'emploi, y compris : sa position dans la hiérarchie familiale et les systèmes d'héritage ; son âge, son sexe, ses attentes culturelles ; s'ils ont ou non les moyens de migrer, et ainsi de suite.

Il incombe aux programmes d'éducation, de formation et d'emploi destinés aux jeunes de gérer ces questions de manière sensible. **Au lieu d'être prescriptifs sur les avenir des jeunes, les politiques et les programmes peuvent ouvrir les « espaces d'opportunités » au sein desquels les jeunes peuvent faire des choix éclairés** (Sumberg et Okali, 2013). Des exemples d'études de cas positives, comme ceux tirés du programme Educating Nigerian Girls in New Enterprises (ENGINE) (Nigéria rural) et du projet BOMA (Afrique de l'Est) illustrent comment y parvenir.

Les choix relatifs au travail sont influencés par la disponibilité de financements et de terres, lesquels sont généralement sexospécifiques

Les contraintes en matière de capital, y compris pour ce qui est des terres (régime foncier et accès) et des financements, sont mentionnées par les interlocuteurs clés et dans la littérature comme insurmontables pour les jeunes qui souhaitent gagner leur vie grâce à l'agriculture ou au pastoralisme, y compris dans le cadre de la production conventionnelle ou en ajoutant des chaînes de valeur. Les jeunes se heurtent à des barrières d'âge et de genre qui les empêchent d'accéder aux terres et au crédit, et de les acquérir. Les programmes d'épargne et de prêts villageois peuvent soutenir l'accès au microcrédit, mais proposent souvent des sommes insuffisantes pour satisfaire les besoins des jeunes. Certains ont suggéré qu'une manière d'aller de l'avant consiste à proposer aux jeunes des prêts reposant sur les actifs, en accordant la priorité à ceux issus des ménages les plus pauvres, afin de réduire le besoin de garanties externes et d'améliorer les investissements dans la productivité plutôt que la consommation (Presler-Marshall et al., 2021).

Recommandations

La recommandation globale de la présente étude concerne l'établissement d'un nombre accru de programmes qui englobent une approche intégrée de la jeunesse, du climat, de l'agriculture et du pastoralisme, et du travail décent. Notre étude a mis en relief le manque considérable d'interventions de programmes qui abordent ces questions liées et l'important potentiel d'investissement (Figure 1). Il est aussi important d'élargir la manière dont sont présentées les options de moyens de subsistance disponibles aux jeunes dans les régions arides.

Il y a deux éléments en présence : les jeunes eux-mêmes peuvent être encouragés à réfléchir de manière plus large à leurs choix professionnels, dans le cadre de l'agriculture et du pastoralisme et au-delà, c.-à-d. à leur perception des « espaces d'opportunités » disponibles. Un aspect crucial est que les décideurs et les praticiens du développement peuvent reconnaître et développer la grande variété d'opportunités disponibles pour soutenir la croissance économique dans les zones arides. Il s'agit entre autres du tourisme, des industries de transformation et des services, de nouvelles opportunités de moyens de subsistance dans les centres urbains (Jobbins et al., 2016 ; PRISE, non daté), et de la mobilisation d'investissements pour certaines des priorités figurant dans les Contributions Déterminées au niveau National des pays, comme la production d'énergies renouvelables (y compris solaire, géothermique et éolienne), et les technologies nouvelles et vertes – autant d'actions qui élargiraient les « espaces d'opportunités » réels ou les perspectives professionnelles pour les jeunes. Des recommandations plus précises pour les actions à entreprendre sont présentées ci-après.

1. Renforcer les fondations éducatives en vue du travail décent par les moyens suivants :

- enseigner les compétences de base en écriture, lecture et calcul, dans le contexte d'un apprentissage appliqué pertinent aux zones arides ;
- fournir aux jeunes des connaissances robustes sur les aspects fondamentaux du changement climatique et ses implications ;
- remédier aux moteurs socio-économiques et culturellement spécifiques qui entraînent l'absentéisme et l'abandon scolaires, et aider les jeunes à rattraper leur retard ;
- combler les lacunes en matière d'accès aux informations et aux communications qui pourraient aider les jeunes à accéder à l'apprentissage continu ;
- adapter les régimes d'enseignement pour qu'ils soient plus compatibles avec les réalités des communautés pastorales.

2. Améliorer la formation et l'orientation professionnelles pour les jeunes dans les zones arides par les moyens suivants :

- demander aux jeunes ce qu'ils pensent et veiller à une consultation et une documentation exhaustives, ventilées et intersectionnelles autour des priorités des jeunes en matière de travail et de moyens de subsistance dans les zones arides ;
- soutenir le leadership et l'intégration des jeunes (quel que soit leur genre, leur âge, leurs aptitudes et leur statut économique) dans la conception de projets et de programmes de formation professionnelle ;
- répondre aux besoins et aux priorités distincts de différents groupes de jeunes ;
- lutter contre la discrimination fondée sur le genre et cibler les besoins spécifiques des filles et des jeunes femmes ; veiller à ce que la formation professionnelle des jeunes soit intelligente face au changement climatique ;
- proposer des services aux jeunes (p. ex. mentorat, expérience professionnelle/apprentissages, modèles à suivre) qui élargissent les aspirations des jeunes, leurs idées sur les choix disponibles en matière de travail et de moyens de subsistance, leurs capacités, leurs revenus et l'aptitude à accumuler des actifs, ainsi que leur transition vers un travail décent ;
- dans l'idéal, proposer des programmes et des services pour la formation professionnelle et les transitions vers le travail décent, y compris le mentorat, les espaces de soutien entre pairs, etc. qui ont lieu sur plusieurs

années, afin de prolonger l'orientation offerte aux jeunes durant leur éducation, leur formation et leurs premières années de travail ;

- soutenir ceux qui ont abandonné l'éducation formelle et veiller à ce que toutes les interventions soient facilitées de manière sensible au genre et socialement inclusive afin de soutenir les choix des filles et des garçons autour du travail décent.

3. Accroître l'accès des jeunes aux opportunités économiques plus larges disponibles dans les zones arides, y compris des métiers à faible émission de carbone et résilients face au changement climatique par les moyens suivants :

- faire en sorte que les gouvernements et les partenaires de développement se concentrent davantage sur les diverses opportunités disponibles pour soutenir la croissance économique et la protection et la restauration environnementales dans les zones arides, au-delà de l'agriculture et du pastoralisme conventionnels, et investissent davantage dans ces opportunités. Il s'agit entre autres de mobiliser des investissements pour certaines des priorités figurant dans les CDN des pays, comme par exemple l'agriculture intelligente face au changement climatique, le pastoralisme et les chaînes de valeur, la restauration des terres à des fins de production, de loisir et de tourisme, la production d'énergies renouvelables (y compris solaire, géothermique et éolienne) et les technologies nouvelles et vertes, autant d'initiatives qui élargiraient les perspectives professionnelles des jeunes ;
- améliorer les conditions du marché du travail (offre/viabilité des emplois) et les compétences et qualifications requises pour faire différents choix professionnels ;
- faire correspondre aux ambitions gouvernementales de faibles émissions de carbone et de résilience face au changement climatique des métiers que les jeunes peuvent aspirer à faire et auxquels ils peuvent accéder.

4. Favoriser un environnement porteur capable d'aider les jeunes à accéder au travail décent dans les zones arides, et à l'obtenir, par les moyens suivants :

- veiller à ce que les marchés soient viables pour aider les jeunes à développer des micro et petites entreprises, à générer des revenus et à accumuler des actifs ;
- développer les infrastructures, y compris les systèmes d'information et les connaissances sur les marchés, pour comprendre et soutenir des systèmes de marché résilients dans les zones arides ;

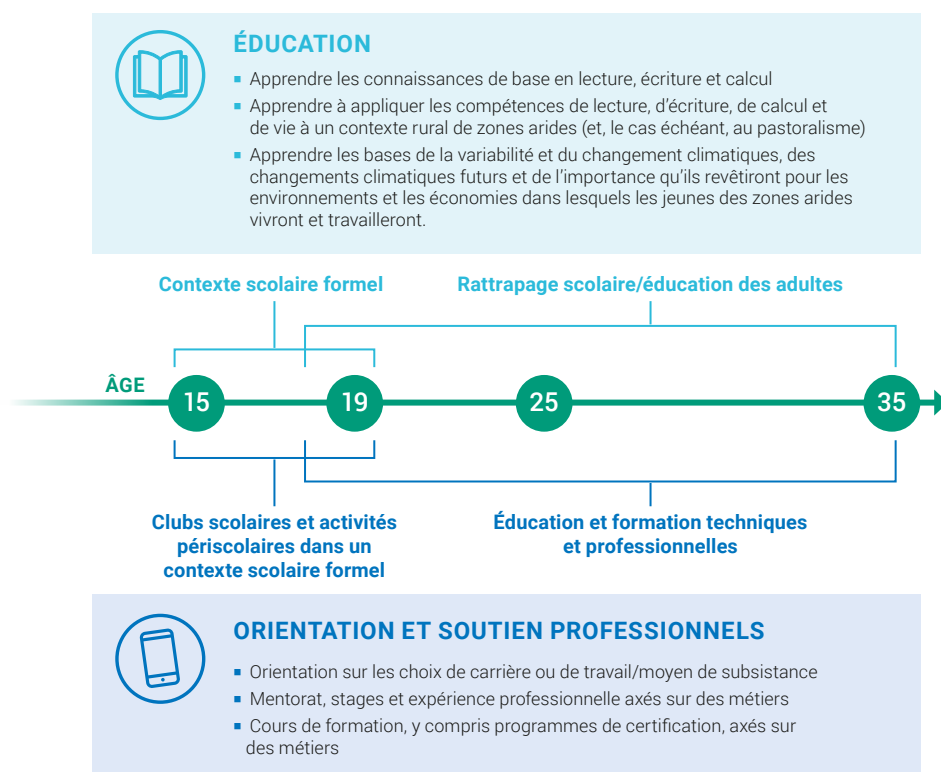
- déterminer comment les cadres juridiques peuvent aider les communautés à accéder aux terres, y compris à travers la propriété collective, et comment cela pourrait profiter aux jeunes ;
- donner aux jeunes l'accès aux capitaux/financements et aux services financiers, et veiller

à ce que cet accès inclut les femmes et les autres groupes marginalisés.

La Figure 2 illustre les étapes de la vie d'un jeune sur lesquels le soutien peut être stratégiquement ciblé – de l'environnement scolaire formel aux programmes professionnels, ainsi que dans le contexte du marché du travail.

FIGURE 2 : OPPORTUNITÉS D'INTERVENTION POUR SOUTENIR LES PARCOURS DES JEUNES VERS LE TRAVAIL DÉCENT RÉSILIENT AU CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LES ZONES ARIDES

Source : Auteurs.



Les interventions de soutien seront non discriminatoires, éviteront les stéréotypes de genre, seront adaptées aux handicaps et aptitudes des personnes, sensibles aux besoins des jeunes parents et axées sur la satisfaction de ces besoins, et éclairées par le climat.

Parmi les mesures prises pour favoriser un environnement porteur pour les interventions on peut citer : sensibilisation de la communauté dans son ensemble et dialogue avec elle, y compris les parents, tuteurs et aînés des jeunes (et les garçons lorsqu'il faut lutter contre la discrimination fondée sur le genre) ; dialogue avec les entités chargées des politiques publiques, les gouvernements et les chefs d'entreprise afin de soutenir la mise en œuvre de politiques porteuses.

Remerciements

Les auteurs tiennent à remercier tous ceux qui ont relu ce rapport, y ont contribué et nous ont aidés à le produire (voir le rapport principal pour les remerciements complets). Nous sommes très reconnaissants au programme Soutenir le pastoralisme et l'agriculture durant les crises récurrentes et prolongées (*Supporting Pastoralism and Agriculture in Recurrent and Protracted Crisis* – SPARC) et au programme Genre et adolescence : des données probantes mondiales (*Gender and Adolescence: Global Evidence* – GAGE) pour avoir financé ce travail. Ils sont, quant à eux, soutenus par le Bureau des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement (*Foreign, Commonwealth and Development Office* – FCDO) du Royaume-Uni.

Veillez contacter Mairi Dupar (m.dupar@odi.org.uk) et Emma Lovell (e.lovell@odi.org.uk) pour un complément d'informations.

Références

- Dupar, M., Lovell, E., Walmsley, O., Diwakar, V., Balcou, C., Tesfaye, B. et Krishnan, V. (2021) *Resilient Generation: supporting young people's prospects for decent work in the drylands of east and west Africa*. Londres : SPARC et GAGE.
- RDPE (République démocratique fédérale d'Éthiopie) (2011) *Ethiopia's Climate-Resilient Green Economy: Green economy strategy*. Addis Ababa : RDPE. Disponible sur https://www.preventionweb.net/files/61504_ethiopiacrge.pdf.
- RDPE (2019) *Ethiopia's National Adaptation Plan* (Plan national d'adaptation de l'Éthiopie). Addis Ababa : RDPE. Disponible sur <https://www4.unfccc.int/sites/NAPC/Documents/Parties/NAP-ETH%20FINAL%20VERSION%20%20Mar%202019.pdf>.
- RDPE (2021) *Updated nationally determined contribution* (Contribution déterminée au niveau national mise à jour). Addis Ababa : République démocratique fédérale d'Éthiopie. Disponible sur https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/SubmittedDocuments/Ethiopia%20First/Ethiopia%27s%20updated%20NDC%20JULY%202021%20Submission_.pdf.
- GFS (Gouvernement fédéral de Somalie) (2015) *Somalia's Intended Nationally Determined Contribution* (Contribution prévue déterminée au niveau national de la Somalie). Mogadishu : GFS. Disponible sur <https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/SubmittedDocuments/Somalia%20First/Somalia%27s%20INDCs.pdf>.
- RFN (République fédérale du Nigeria) (2021) *Nigeria's Intended Nationally Determined Contribution* (Contribution prévue déterminée au niveau national du Nigeria). Bonn : CCNUCC. Disponible sur https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/SubmittedDocuments/Nigeria%20First/Approved%20Nigeria%27s%20INDC_271115.pdf.
- GGWI (Great Green Wall Initiative – Initiative de la Grande muraille verte) (non daté) *The Great Green Wall*. Disponible sur www.greatgreenwall.org.
- Gony, R.H., Gai, T.J. et Humphrey, A. (2021) *The impacts of Covid-19 on farmers and herders in South Sudan: one cannot farm alone*. Londres : SPARC.
- Gutiérrez, J.M., Jones, R.G., Narisma, G.T., Alves, L.M., Amjad, M., Gorodetskaya, I.V., Grose, M., Klutse, N.A.B., Krakovska, S., Li, J., Martínez-Castro, D., Mearns, L.O., Mernild, S.H., Ngo-Duc, T., van den Hurk B. et Yoon, J.H. (2021) *Atlas. Dans Changement climatique 2021 : la base des sciences physiques, contribution du groupe de travail I au sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat* [Masson-Delmotte, V., Zhai, P., Pirani, A., Connors, S.L., Péan, C., Berger, S., Caud, N., Chen, Y., Goldfarb, L., Gomis, M.I., Huang, M., Leitzell, K., Lonnoy, E., Matthews, J.B.R., Maycock, T.K., Waterfield, T., Yelekçi, O., Yu, R. et Zhou, B. (eds.)]. Disponible sur <http://interactive-atlas.ipcc.ch/>.
- GIEC (2021) *Changement climatique 2021 : la base des sciences physiques, la contribution du groupe de travail I au sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat* [Masson-Delmotte, V., Zhai, P., Pirani, A., Connors, S. L., Péan, C., Berger, S., Caud, N., Chen, Y., Goldfarb, L., Gomis, M. I., Huang, M., Leitzell, K., Lonnoy, E., Matthews, J.B.R., Maycock, T.K., Waterfield, T., Yelekçi, O., Yu, R. et Zhou, B. (eds.)]. Cambridge University Press.
- Jobbins, G., Conway, D., Frankhauser, S., Gueye, B., Liwenga, E., Ludi, E., Mitchell, T., Mountfort, H. et Suleri, A. (2016) *Resilience, equity and growth in semi-arid economies: a research agenda*. PRISE Working Paper. Londres : PRISE.
- Levine, S., Humphrey, A., Abdilatif, M., Rashid, S., Said, A., Adan, A. et Warsame, H. (2021) *One more of life's difficulties: the impacts of Covid-19 on livelihoods in Somalia*. Londres : SPARC.
- Presler-Marshall, E., Dutton, R., Jones, N., Baird, S., Woldehanna, T., Yadete, W. avec Amdelesassie, T., Emirie, G., Gebreyehu, Y., Gezahegne, K., Iyasu, A. et Workneh, F. (August 2021) *'We suffer to survive': Exploring adolescent opportunities and challenges in securing decent work and the foundations for economic empowerment in Ethiopia*. Londres : GAGE.
- PRISE (Pathways to Resilience in Semi-Arid Economies) (non daté) *The PRISE vision: Pathways to impact, routes to resilience*. Londres : PRISE. Disponible sur <https://www.webarchive.org.uk/wayback/archive/20180926114333/http://prise.odi.org/the-prise-visionpathways-to-impact-routes-to-resilience/>.
- République du Soudan du Sud (2021) *Intended Nationally Determined Contribution* (Contribution prévue déterminée au niveau national). Juba : République du Soudan du Sud.
- République du Soudan (2016) *National Adaptation Plan* (Plan national d'adaptation). Khartoum : ministère de l'Environnement, des Ressources naturelles et du Développement physique. Disponible sur <https://www4.unfccc.int/sites/NAPC/Documents%20NAP/National%20Reports/Sudan%20NAP.pdf>.
- République du Soudan (2021) *Updated First Nationally Determined Contribution* (Première contribution déterminée au niveau national mise à jour). Khartoum : Conseil supérieur pour l'environnement et les ressources naturelles. Disponible sur <https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/SubmittedDocuments/Sudan%20First/Sudan%20Updated%20First%20NDC-Interim%20Submission.pdf>.
- Reynolds, J.F., Stafford Smith, D.M., Lambin, E.F., Turner, B.L., Mortimore, M., Batterbury, S.P.J., Downing, T.E., Dowlatabadi, H., Fernandez, R.J., Herrick, J.E., Huber-Sannwald, E., Jiang, H., Leemans, R., Lynam, T., Maestre, F.T., Ayarza, M. et Walker, B. (2007) « Global desertification: building a science for dryland development », *Science* 316: 847-851.
- Stafford Smith, M. (2008) « The "desert syndrome" – causally-linked factors that characterise outback Australia », *The Rangeland Journal* 30(1): 3-14.
- Sumberg, J. et Okali, C. (2013) *Young People, Agriculture, and Transformation in Rural Africa: An 'Opportunity Space' Approach*. innovations, 2013 Global Youth Economic Opportunities Conference, 267-277.
- Organisation des Nations Unies (2020) *Les 17 objectifs*. Disponible sur <https://sdgs.un.org/goals>.
- CCNUCC (Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques) (2015) *Accord de Paris*. Paris : CCNUCC. Disponible sur https://unfccc.int/sites/default/files/english_paris_agreement.pdf.
- Vincent, K. (2021, à paraître) « What do we know about gender in agricultural and pastoral livelihoods in selected countries in sub-Saharan Africa and the Middle East? A review of literature over the past 5 years ». Londres : SPARC.
- Wiggins, S., Levine, S., Allen, M., Elsamahi, M., Krishnan, V., Mosel, I. et Patel, N. (2021) *Livelihoods and markets in protracted conflict: a review of evidence and practice*. Londres : SPARC. Banque mondiale (non daté)
- Données ouvertes de la Banque mondiale. Disponible sur data.worldbank.org.

Funded by



Fund manager



Ce document a été produit grâce au concours financier de UK Aid (gouvernement du Royaume-Uni) ; cependant, les opinions qui y figurent ne reflètent pas forcément les politiques officielles du gouvernement du Royaume-Uni.